

La Grande Conversation

La revue de **Terra Nova**

Le monde après Trump

Monde

Par George Papaconstantinou

Publié le 29 avril 2026

ancien ministre des Finances en Grèce, est directeur de l'École de gouvernance transnationale et titulaire de la chaire d'économie politique internationale à l'Institut universitaire européen de Florence

Jean Pisani-Ferry

Économiste, senior fellow à Bruegel (Bruxelles) et au Peterson Institute for International Economics (Washington). Il enseigne à Sciences Po Paris.

Cet article est tout d'abord paru sur le site de Project Syndicate

Lorsque le Premier ministre canadien Mark Carney a fait remarquer au mois de janvier que le monde se trouvait « au milieu d'une rupture, et non d'une transition », il a mis le doigt sur une réalité que la plupart des gouvernements ont mis du temps à accepter. L'ordre économique international qui prévalait depuis 1944 a disparu pour de bon. La question est désormais de savoir ce qui va suivre.

La réponse reste incertaine. Mais plusieurs caractéristiques du paysage émergent sont déjà certaines, et elles devraient guider la navigation de l'Europe et des puissances moyennes.

Premièrement, le système de Bretton Woods n'est plus un point d'ancrage opérationnel. Sa fragilité a été mise à nu par la crise

financière de 2008, et son incapacité à faire face aux répercussions inégales de la pandémie de COVID-19 a encore davantage sapé sa légitimité. Mais le coup décisif est venu de l'intérieur : les États-Unis, pilier et principal architecte du système, sont en train de l'abandonner. La combinaison d'un multilatéralisme en déclin et d'une administration américaine qui a renoncé à son rôle mondial a entraîné une rupture irréparable.

Deuxièmement, le commerce mondial ne retrouvera pas son ouverture d'antan, en grande partie à cause de forces structurelles. L'excédent commercial de la Chine a dépassé 1 000 milliards de dollars en 2025, tiré par l'industrie manufacturière. Le pays représente désormais environ 35 % de la production manufacturière mondiale et peut fournir presque tous les biens industriels.

Dans le même temps, le président Donald Trump a relevé les droits de douane américains à leur plus haut niveau depuis les années 1930, avec des recettes prévues de 2 000 à 3 000 milliards de dollars au cours de la prochaine décennie. Étant donné que ces recettes prévues ont été utilisées pour financer des réductions d'impôts pour les ménages, les annuler entraînerait des coûts politiques élevés pour toute future administration.

Troisièmement, l'effondrement de l'ordre mondial a des implications normatives. En retirant les États-Unis de 66 organisations internationales et en effaçant la frontière entre intérêts personnels et intérêts publics, Trump a brisé le code informel en vigueur depuis des décennies, qui permettait d'éviter les conflits d'intérêts, de respecter les institutions indépendantes et de soutenir les instances multilatérales. Les déclarations seules ne suffiront pas à reconstruire ce qui a pris des décennies à édifier.

Cela ne signifie pas pour autant que la gouvernance mondiale est impossible. Mais elle doit être repensée comme un projet

plus modeste. Un modèle unique fondé sur les marchés ouverts, l'État de droit, des institutions indépendantes et le parapluie sécuritaire américain n'est plus réaliste. Ce qui reste possible, c'est quelque chose qui s'apparente davantage à une copropriété, avec des règles qui tiennent compte des préférences nationales tout en interdisant les actions qui imposent des coûts aux autres ou nuisent aux biens communs mondiaux.

Un bon point de départ est le cadre proposé par l'économiste de Harvard Dani Rodrik, qui vise à limiter les politiques du chacun pour soi (« beggar-thy-neighbor ») et à protéger les biens mondiaux communs tout en laissant place à la diversité des préférences. S'il était mis en œuvre, un tel cadre exclurait une grande partie de ce qu'a fait l'administration Trump. Les droits de douane qui nuisent principalement au pays qui les impose pourraient passer le test, mais les politiques qui déstabilisent le système financier mondial ou sapent la coopération climatique ne le passeraient pas.

Le principal défi réside toutefois dans l'application de ces règles. Avec des États-Unis absents ou ouvertement hostiles, qui fixerait et ferait respecter les règles ? C'est là que réside l'épreuve la plus difficile – et la plus grande opportunité – pour les puissances intermédiaires et pour l'Europe.

Le système monétaire international en est un bon exemple. La domination du dollar a survécu à l'effondrement du système de taux de change fixes de Bretton Woods en 1971, à l'avènement de l'euro et à de multiples crises. Mais face aux pressions qui émanent désormais des États-Unis eux-mêmes, la position mondiale du dollar n'est plus assurée.

Paradoxalement, l'essor des *stablecoins* libellés en dollars a renforcé la demande pour le billet vert. Mais les attaques de Trump contre l'indépendance de la Réserve fédérale, la croissance explosive de la dette publique américaine et la fragmentation du commerce mondial érodent toutes les

fondements de la primauté du dollar. Si le prochain président de la Fed venait à réduire les lignes de swap de devises qui servent de dernier recours mondial depuis 2008, les conséquences pour la stabilité financière seraient graves.

À terme, un système monétaire multipolaire semble plus probable qu'un simple passage du dollar au renminbi. Le développement du rôle international de la monnaie chinoise reste handicapé par les contrôles des capitaux et la réticence du gouvernement à assumer les responsabilités de l'émetteur d'une monnaie émetteur de réserve. Néanmoins, la domination de la Chine dans le secteur manufacturier rend pratiquement certaine une expansion du rôle régional du renminbi. L'euro, quant à lui, dispose des fondements institutionnels et de la profondeur de marché nécessaires pour étendre son rôle, à condition que l'Europe puisse mobiliser la volonté politique de le soutenir.

Les dirigeants européens ont compris depuis longtemps que l'ordre mondial était en train de se fragmenter, mais ils ont continué à se comporter comme si le système ancré sur les États-Unis allait perdurer indéfiniment. En ce sens, le second mandat de Trump a été un réveil brutal.

Mais la réaction de l'UE s'est révélée incohérente et hésitante. L'Union s'est contentée d'accepter un droit de douane américain de 15 % sur les produits européens plutôt que d'aggraver les tensions avec Trump, et ce n'est que maintenant qu'elle finalise des accords commerciaux avec le Mercosur et l'Inde, qui auraient dû être conclus il y a des années. Alors que les décideurs politiques commencent à envisager un rôle international plus important pour l'euro, ils s'interrogent également sur la question de savoir si les bons du Trésor américain doivent conserver leur statut automatique de titres sans risque au regard de la réglementation bancaire européenne.

Ce qu'il reste à faire pour l'UE, c'est prendre les devants. Concernant la réforme de l'Organisation mondiale du commerce, les propositions de la Commission européenne restent vagues et ne précisent pas comment un système multilatéral pourrait être maintenu sans les États-Unis. Si des propositions sérieuses concernant des instruments de type euro-obligations ont circulé, elles ne se sont pas traduites par un engagement politique. Mais, surtout, l'UE n'a pas élaboré de stratégie cohérente vis-à-vis de la Chine.

Une plus grande autonomie économique et technologique ne doit pas être confondue avec un retrait de la mondialisation. Il s'agit d'une condition préalable à un engagement significatif dans un monde plus fragmenté, que ce soit avec la Chine, une future administration américaine ou des puissances intermédiaires, dans la lignée de ce que le président finlandais Alexander Stubb avait qualifié de « réalisme fondé sur les valeurs ».

L'alternative à l'ordre international fondé sur des règles dirigé par les États-Unis n'est pas nécessairement le chaos. Ce que Carney appelait de ses vœux correspond précisément à ce dont nous avons besoin aujourd'hui : une coalition de pays prêts à définir les priorités et à faire respecter les règles de manière crédible dans un monde moins ordonné.

Une telle coalition doit s'adapter à différents modèles économiques tout en rejetant les comportements ouvertement non coopératifs. Elle doit investir dans la résilience nationale comme fondement de l'engagement international. Et elle doit assumer la responsabilité de la stabilité mondiale, plutôt que d'attendre que les États-Unis retrouvent leur rôle d'antan.